

**MARCHE D'ACQUISITION ET DE MAINTENANCE PRÉVENTIVE ET CORRECTIVE
DES ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION ET DE LUTTE CONTRE LES INCENDIES
POUR LES SERVICES ET CERTAINS OPÉRATEURS DE L'ÉTAT EN BOURGOGNE
FRANCHE COMTE**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
APPLICABLE A L'ENSEMBLE DES LOTS**

**Procédure de passation : Appel d'offres ouvert
n° de référence du marché : SSI-DA_BFC_2025**

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES ET OBJET DU MARCHE

ARTICLE 2 : ALLOTISSEMENT

ARTICLE 3 : FORME ET ÉTENDUE DE L'ACCORD CADRE

ARTICLE 4 : DURÉE DE L'ACCORD CADRE

ARTICLE 5 : LIEU D'EXÉCUTION

ARTICLE 6 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

ARTICLE 7 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

- 7.1 Représentation des parties
- 7.2 Conditions d'exécution
- 7.3 Obligations du titulaire
- 7.4 Responsabilité du titulaire
- 7.5 Clause d'insertion par l'activité économique
- 7.6 Considérations environnementales
- 7.7 Traitement de données à caractère personnel
- 7.8 Adjonction d'équipements
- 7.9 Retrait d'équipements et de sites
- 7.10 Prestations similaires
- 7.11 Constatation de l'exécution des prestations
- 7.12 Garantie
- 7.13 Pénalités
- 7.14 Habilitation du personnel pour accès aux sites sensibles

ARTICLE 8 : RÉGIME FINANCIER

- 8.1 Forme et contenu des prix
- 8.2 Variation des prix
- 8.3 Avance
- 8.4 Modalités financières

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS DIVERSES

- 9.1 Forme des notifications et des informations
- 9.2 Langue
- 9.3 Sous-traitance
- 9.4 Assurances
- 9.5 Autres obligations administratives
- 9.6 Transmissions des attestations fiscales et sociales
- 9.7 Résiliation
- 9.8 Exécution aux frais et risques du titulaire
- 9.9 Différends
- 9.10 Litiges et contentieux

ARTICLE 10 : DÉROGATIONS

ARTICLE 1 PARTIES CONTRACTANTES ET OBJET DU MARCHE

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent l'acquisition et l'exécution de la maintenance préventive corrective des équipements de protection et de lutte contre les incendies de certains services, et certains opérateurs de l'État de Bourgogne-Franche-Comté.

Les services bénéficiaires de ce marché comprennent les établissements publics suivants : CNPF BFC et l'ASP BFC.

L'accord-cadre porte sur des prestations de fournitures et de services.

Le représentant du pouvoir adjudicateur chargé de la passation de l'accord-cadre, de signer et de le notifier pour le compte des services bénéficiaires est le préfet de région.

Chaque service bénéficiaire pour ce qui les concerne, émet directement ses bons de commande et s'assure de la bonne exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 2 ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre est alloti géographiquement de la manière suivante :

Numéro de lot :

LOT 21 : Département Côte d'Or

LOT 25 : Département Doubs

LOT 39 : Département Jura

LOT 58 : Département Nièvre

LOT 70 : Département Haute-Saône

LOT 71 : Département Saône-et-Loire

LOT 89 : Département Yonne

LOT 90 : Territoire de Belfort

Le présent cahier des clauses est commun à l'ensemble des lots.

ARTICLE 3 FORME ET ÉTENDUE DE L'ACCORD CADRE

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire avec émission de bons de commande, conformément aux articles R 2162-1 à R 2162-6 et R 2162-13 à R 2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est exécuté, par l'émission de bons de commande, adressés au titulaire de chaque lot, dans le respect du montant maximum prévu.

Les prestations de maintenance préventive sont exécutées sur la base de bons de commande annuels ou pluriannuels.

Les prestations de maintenance corrective sont exécutées sur la base de devis acceptés par chaque responsable de site.

ARTICLE 4 DURÉE DE L'ACCORD CADRE

4.1 Cadre général

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de trois ans à compter de sa date de notification. Le marché peut faire l'objet d'une reconduction tacite pour une dernière période d'un an. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction du marché.

4.2 Reconduction de l'accord cadre

L'accord-cadre est reconductible de manière tacite pour un an.

Dans le cas d'une non reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre avec un préavis de **3 mois**.

Le titulaire de chaque lot aura l'exclusivité des prestations sur le lot en question.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

ARTICLE 5. LIEU D'EXÉCUTION

La liste des sites relevant du présent marché est disponible en annexe à l'acte d'engagement.

ARTICLE 6 DOCUMENTS CONTRACTUELS

- un acte d'engagement (à compléter par lot)
- un bordereau des prix unitaires (BPU) valant annexe financière à l'AE (à compléter par lot)
- un tableau de recensement des sites couverts par le marché. Ce tableau comprend un détail quantitatif estimatif (DQE) des équipements à maintenir (à compléter).
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) applicable à l'ensemble des lots
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) applicable à l'ensemble des lots et ses trois annexes :
 - une annexe « *RGPD* »
 - une annexe « *clause obligatoire d'insertion par l'activité économique* »
 - une annexe relative aux conditions d'accès dans les lieux de détention
- Un cadre de réponse obligatoire (à compléter par lot)

ARTICLE 7 MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

7.1 Représentation des parties

7.1.1 Représentation de l'acheteur

Chaque service notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire. Chaque service prend soin d'indiquer dès le début du marché les coordonnées des interlocuteurs.

7.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

7.2 Conditions d'exécution

7.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de deux mois à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

7.2.2 Délais d'exécution des prestations forfaitaires

Les délais d'exécution et le point de départ des prestations forfaitaires sont fixés dans le CCTP.

7.2.3 Émission et exécution des bons de commande

Chaque service bénéficiaire, pour ce qui le concerne, émet directement ses bons de commande et s'assure de la bonne exécution des prestations de l'accord-cadre.

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande qui sont établis par chaque service bénéficiaire qui s'assure de la bonne exécution des prestations prévues dans l'accord-cadre.

Le bon de commande précise les caractéristiques et les modalités d'exécution en complément des stipulations de l'accord-cadre.

Chaque bon de commande précise notamment :

- la date d'émission du bon de commande et son numéro (ce numéro correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture)
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la désignation et la quantité des prestations commandées seront jointes en annexe.
- le prix correspondant hors taxes (H.T) et toutes taxes comprises (T.T.C)
- le montant total H.T et T.T.C du bon de commande

Chaque service bénéficiaire adresse ses bons de commande au titulaire.

En cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer un accusé de réception de la commande, par retour de mail.

Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Le courriel utilisé pour notifier le bon de commande sera envoyé aux interlocuteurs désignés par le titulaire ou sur la boîte mail générique indiquée par le titulaire.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date indiquée par les services bénéficiaires dans leurs bons de commande.

La durée d'exécution des bons de commande ne peut excéder **de plus de trois mois** le terme de l'accord-cadre.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au service bénéficiaire dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler au service bénéficiaire une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au C.C .A.G de référence.

En cas de résiliation, le titulaire du marché est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations commandées.

7.2.4 Pilotage

Le titulaire transmet à la PFRA à une fréquence annuelle un état de son activité au sein du présent accord-cadre. Cela prend la forme d'un rapport synthétique annuel.

7.2.5 Exigences relatives aux prestations

- Lancement du marché :

L'inventaire de départ du matériel à maintenir fait l'objet d'un tableau de recensement des besoins fourni dans le DCE.

Cet inventaire n'est pas exhaustif ; il convient pour le titulaire de prendre en compte les prestations à réaliser habituellement et nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des matériels.

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire de chaque lot dispose d'un délai maximum de 2 mois pour ajuster l'inventaire d'entrée des équipements et fournir à chaque gestionnaire un planning annuel d'intervention.

- Vie du marché :

Le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur les installations pour ne pas exécuter tout ou partie des prestations nécessaires.

Il demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire de son fait, ou de son manque de vérification des divers documents contractuels.

Le titulaire maintient les installations existantes en bon état de fonctionnement ; les dégâts ou les interruptions de service résultant de sa faute sont réparés par lui-même et à ses propres frais.

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre. Il est notamment responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent accord-cadre.

En cas de groupement d'opérateurs économiques et lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à fournir à la PFRA un recensement exhaustif des équipements maintenus (comprenant les éventuels avenants), tous les ans après la date d'anniversaire du contrat et six mois avant la fin du marché en cours pour permettre la préparation du renouvellement du marché suivant.

- Fin du marché :

En fin d'exécution du marché, le titulaire s'engage à laisser les équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement et à restituer tous les documents d'exploitation et de maintenance.

Le titulaire est responsable de son personnel, qui doit se conformer à tous les règlements généraux. Il doit être formé régulièrement sur le plan technique et de la sécurité.

7.3 Obligations du titulaire

7.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil s'il se rend compte, lors de ses interventions, de différents dérèglements, de conditions de vétusté potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil se formalise par la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

7.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

7.3.3 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

7.3.4 Mesures de sécurité

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de veiller au respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

7.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

7.5 Clause d'insertion par l'activité économique - Mise en œuvre de l'article L.2112-2 du code de la commande publique

Rappel des Principes :

Le présent marché, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Chaque entreprise qui se verra attribuer un de ces lots, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires précisés dans le CCAP et dans l'acte d'engagement.

1. Les publics éligibles

Sont éligibles aux clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi :

1. Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- a. Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT
- b. Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- c. Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- d. Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- e. Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;

f. Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

2. Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

a. Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;

b. Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;

c. Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés, au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;

d. Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;

e. Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :

- sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois

- diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;

f. Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;

g. Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Contrat d'engagement jeune (CEJ) ;

h. Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi

i. Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire

j. Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières au cas par cas.

L'éligibilité ne peut être validée, par délégation du Donneur d'ordre que par le facilitateur mandaté sur ce marché et en amont de toute prise de poste.

Il sera demandé aux entreprises de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par le facilitateur et ses partenaires territoriaux.

2. Volume d'heures d'insertion à réaliser :

Il leur sera réservé obligatoirement, à l'occasion de l'exécution du marché ou de ses lots, un volume d'heure minimum à consacrer à l'insertion.

Ainsi, pour ce marché, Le titulaire s'engage pour l'exécution sur la durée d'exécution totale du présent Marché (y compris la ou les période(s) de reconduction) à réaliser un volume d'heures d'insertion :

<i>LIBELLE DU LOT</i>	<i>NOMBRE D'HEURES MINIMUM A RÉALISER SUR 4 ANS</i>
21	450 h
25	200 h
39	70 h
58	105 h
70	50 h
71	150 h
89	200 h
90	70 h

3. **L'accompagnement de l'insertion**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le donneur d'ordre a mis en place une **assistance à maîtrise d'ouvrage sociale représentée**, par la coordination régionale de la clause sociale en BFC :

Madame Karine REGNAULT
La Fabrique Emploi et Territoires
5 allée de la Louée
58000 NEVERS

Mme Isabelle GUILLOT
CREATIV'
17 avenue Champollion
21000 DIJON

k.regnault@lafabriqueemploi.fr
06 48 69 42 17

iguillot@creativ21.fr
06 89 38 44 85

Selon le périmètre géographique d'intervention, les deux coordinatrices renseigneront sur les modalités d'exécution et accompagneront le titulaire vers le relai local (facilitateur local) en fonction du périmètre géographique d'actions.

Le facilitateur local accompagnera le titulaire pour leur recrutement lié à l'obligation de réaliser leurs heures d'insertion. Le relai local vérifiera notamment, en amont de la signature des contrats de travail, l'éligibilité des candidats au regard de la présente clause. Il sera en charge de suivre l'application de la clause pour le donneur d'ordre.

4. **Modalités de réalisation**

Dans le cadre de leurs engagements, plusieurs formes de réalisation sont proposées aux entreprises attributaires.

Toutes les heures ne peuvent être comptabilisées que sur les contrats commençants a posteriori de la date d'attribution du marché ou du premier ordre de service et affectées obligatoirement à la réalisation dudit marché.

L'éligibilité est liée au statut de la personne et non à la modalité de réalisation.

Les modalités de réalisation de la clause sociale d'insertion sont les suivantes :

- **L'embauche directe** de personnes éligibles, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage).

- **La mise à disposition** de salariés éligibles via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à une entreprise adaptée (EA), ou à un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- **Le recours à la sous-traitance** ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

En cas de sous-traitance, le titulaire échangera avec l'acheteur et le facilitateur quant à la répartition de la volumétrie d'insertion dans un objectif d'une due répartition de celle-ci. En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

5. Globalisation des heures d'insertion

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du donneur d'ordre et/ou du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, sur un même bassin d'emploi.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur le dit marché.

La demande à l'écrit est étudiée par le facilitateur au bénéfice du donneur d'ordre. Elle peut être déclarée recevable par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales :

- si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion
- si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés
- si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié. Les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés

concernés, sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

6. Comptabilisation des heures d'insertion et durée d'éligibilité des salariés en insertion

Durée d'éligibilité - la règle générale

À compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois.

La comptabilisation des heures ne peut intervenir que dans l'intervalle temporel du contrat.

Durée d'éligibilité - Les cas particuliers

Dans l'intervalle temporel de réalisation du contrat public, si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition ou d'un contrat d'alternance, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant 12 mois de plus que les 24 mois habituels, dans la limite totale de 36 mois.

Comptabilisation des heures de formation :

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, Contrat d'Insertion Professionnel Intérimaire (CIPI), Contrat de Développement Professionnel Intérimaire (CDPI), Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI), etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion. En revanche, les périodes de formation ou de stage ne sont pas comptabilisées en amont de l'embauche (PMSMP, stages etc.).

Néanmoins, lorsque la formation, notamment sous forme de POEC/POEI ou CIPI (Contrat d'Insertion Professionnelle Intérimaire), a pour objectif de permettre à ces personnes d'accéder à un emploi, notamment dans le cadre de clause sociale, le temps de formation initiale, antérieur au contrat de travail, peut être comptabilisé, à certaines conditions cumulatives :

- L'entreprise est mobilisée dès l'entrée en POEC/POEI/CIPI, accueille la personne lors des périodes pratiques de la formation.
- La comptabilisation des heures de formation intervient à la suite du recrutement, voir à l'issue de la fin de la période d'essai.
- La valorisation des heures de formation intervient dans une limite de 10% des heures d'insertion réalisées dans le cadre du marché.

7. Suivi et contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est soumis.

Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.

De façon trimestrielle, le titulaire fournira, dans un délai de 15 jours maximum, tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution de la mise en œuvre

de l'action d'insertion. Ils comportent les justificatifs d'éligibilité des publics, des missions confiées et des heures réalisées traités en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel.

Le défaut d'information de la part du titulaire entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article **7.14.1** du présent CCAP.

8. Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique

Le titulaire notifie à l'acheteur et au facilitateur toute difficulté pour assurer son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'acheteur et le facilitateur, étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

- En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander à l'acheteur la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.
- En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'acheteur annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale.

Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure en cause correspondent à celles prévues au marché. Par ailleurs, la durée de la mesure en cause doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

9. Respect de la réglementation RGPD

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel national « Clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de **structure** qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

À ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants du **donneur d'ordre**, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1^{er}) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mail à l'adresse rgpd@creativ21.fr

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

7.6 Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental. Ces dernières sont notamment à détailler dans l'annexe « fiche cadre de réponse ».

7.7 Traitement de données à caractère personnel

Voir annexe RGPD

7.8 Adjonction, retrait de sites

L'éventualité d'un ajout de bâtiment dans le périmètre contractuel du marché ou d'un retrait de bâtiment fait l'objet d'un avenant.

7.9 Adjonction, retrait d'équipements

L'ajout ou le retrait éventuel d'un équipement sur un site relevant déjà du périmètre du marché intervient sans avenant. Dans ce cas, le responsable de site doit signaler par écrit au titulaire ainsi qu'à l'acheteur (PFRA), toute modification des installations (remplacement de l'installation ou adjonction de matériels par rapport à l'inventaire de départ) et ajuster son bon de commande en conséquence.

7.10 Marchés de prestations similaires

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, il sera possible de recourir à la procédure de marchés sans mise en concurrence pour la réalisation ultérieure de prestations similaires à celles du présent marché, sous réserve que le ou les marchés correspondants soient notifiés au plus tard 3 ans à compter de la date de notification du présent marché.

7.11 Constatation de l'exécution des prestations

7.11.1 Contrôle

Les opérations de vérifications sont effectuées par le responsable du site concerné ou son représentant conformément aux articles 23 à 27 du CCAG/FCS et ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché. Ces opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes et/ou des biens, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'équipement

concerné. Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du titulaire, les pénalités sont appliquées.

7.11.2 Opérations de vérification

Pour les prestations de maintenance préventive, le service bénéficiaire procède aux opérations de vérifications au vu des comptes rendus d'intervention.

Pour les prestations de maintenance corrective, le service bénéficiaire procède aux opérations de vérifications au vu :

- des contrôles effectués à l'issue de la réalisation des prestations,
- du compte rendu d'intervention validé.

Les vérifications simples sont effectuées au moment même de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 22 et 23.1 du CCAG/FCS.

Les vérifications seront effectuées par le responsable du site ou son représentant.

7.11.3 Décision après vérifications

À l'issue des opérations de vérifications, le service bénéficiaire prend sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG/FCS.

7.12 Garantie

Les pièces de rechange font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission. Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

7.13 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Il pourra être fait application des pénalités suivantes sans mise en demeure préalable et sans exonération. Par dérogation aux articles 13.3 et 14.1 du CCAG-FCS, chaque service bénéficiaire est responsable pour accorder des prolongations de délais et appliquer des pénalités.

- Le titulaire s'engage à fournir annuellement un inventaire à jour sous format électronique compilant notamment toutes les données recueillies lors de l'inventaire d'entrée actualisées des différents avenants. Passée la date anniversaire de notification du marché, le titulaire est susceptible de se voir appliquer sans mise en demeure préalable une pénalité de **50 € par jour ouvré de retard**.

- Le titulaire s'engage à fournir 6 mois avant la fin de l'accord-cadre une copie de l'inventaire à jour, en format exploitable et modifiable par les outils bureautiques utilisés par les services de l'État. Dès 3 mois avant la fin du marché, en l'absence de communication de l'inventaire actualisé demandé le titulaire est susceptible de pénalités d'application immédiate. Soit **50 € par jour ouvré de retard**.

Prestations de maintenance préventive et contrôle des installations

- Le titulaire établit son planning annuel d'intervention et réalise ses prestations conformément à ce prévisionnel. Les dates d'intervention sont celles déterminées par le planning annuel d'intervention. Les parties peuvent différer d'un commun accord une intervention jusqu'à 7 jours.

À défaut d'accord, le non-respect des délais d'intervention par le titulaire est susceptible de pénalités pour retard d'application immédiate. Soit **50 € par jour ouvré de retard**.

- Le bon d'intervention devra être fourni dès la fin de l'opération de maintenance préventive. Le non-respect de ce délai de communication par le titulaire est susceptible de pénalités pour retard d'application immédiate. Soit **25 € par jour ouvré de retard**.

- Le registre de sécurité devra être signé dès la fin de l'opération de maintenance préventive. Le non-respect de ce délai de signature par le titulaire est susceptible de pénalités pour retard d'application immédiate. Soit **25 € par jour ouvré de retard**.

Prestations de maintenance correctives et demandes sur devis Le titulaire répond aux demandes de devis confirmées par écrit (mail ou autre moyen) dans un délai de 48 h.

- Dès que le titulaire est en possession d'un bon de commande signé sur la base du devis, les dépannages et réparations sont à effectuer dans le délai maximum de 48 h.

Tout dépassement des délais d'intervention est susceptible de pénalités pour retard d'application immédiate. Soit **50 € par jour ouvré de retard par appareil défectueux** rendu indisponible et non remplacé temporairement à l'équivalent à la charge du titulaire.

- Un bon d'intervention doit être fourni dès la fin de l'opération de maintenance corrective. En cas de non présentation du bon, le titulaire est susceptible de se voir appliquer sans mise en demeure préalable une pénalité de **25 € par jour ouvré de retard**.

- Le registre de sécurité doit être signé dès la fin de chaque opération de maintenance corrective. En cas d'absence de signature, le titulaire est susceptible de se voir appliquer une pénalité de **25 € par jour ouvré de retard**.

- *Dès que le titulaire est en possession d'un bon de commande signé, la livraison et la pose des nouveaux appareils avec reprise des anciens appareils sont à réaliser dans un délai de 10 jours. Tout dépassement du délai de livraison est susceptible de déclencher une pénalité de **50 € par jour ouvré par appareil livré en retard**.*

7.13.1 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas son engagement en matière d'insertion, après mise en demeure restée infructueuse, des pénalités pourront être appliquées.

- Absence au rendez-vous fixé par le donneur d'ordre autour de la démarche d'engagement et de suivi de la démarche d'insertion suivant la notification du marché en présence du prestataire désigné : **250 € forfaitaire**.
- Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion : **60 € par jour de retard** à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage
- En cas de non-respect du nombre d'heures d'insertion et/ou de formation définies dans l'acte d'engagement : pénalité de **100 € par heure non réalisée**.

7.13.2 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 200 € pour l'ensemble du marché.

7.14 Habilitation du personnel pour accès aux sites sensibles

Au regard du caractère sensible de certains services de l'Etat, il pourra être demandé au titulaire en début de marché et à chaque changement de technicien, de fournir aux services qui en expriment la demande, les pièces d'identité des intervenants afin de procéder à des vérifications d'usage (extrait de casier judiciaire notamment)

ARTICLE 8 RÉGIME FINANCIER

8.1 Forme et contenu des prix

Le marché est conclu à prix définitif sur la durée totale du marché, toute reconduction comprise. Les prix sont révisables dans les conditions définies ci-dessous.

Le marché est exécuté sur la base de prix annuels pour la maintenance préventive.

Le marché est exécuté sur devis conformément au BPU pour la maintenance corrective.

Les prix sont établis hors TVA.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date d'établissement de la demande de paiement par le titulaire.

Le taux de TVA étant fixé indépendamment de la volonté des parties, sa modification éventuelle en cours de marché n'a pas à être constatée par avenant.

Les prix du présent marché sont réputés inclure toutes les taxes charges et assurances et d'une manière générale tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, notamment :

- la main d'œuvre (selon les cas prévus au bordereau des prix)
- les frais de déplacements (selon les cas prévus au bordereau des prix)
- toutes les opérations réglementaires ou concourant au respect des normes en vigueur pour chacune des prestations de maintenance,
- tout frais lié à l'application de la réglementation en terme d'hygiène, de sécurité et de protection des travailleurs,
- l'ensemble des coûts liés à la réalisation des prestations : coût de communication téléphonique, production de rapport, équipement spécifique, frais d'étalonnage ou de contrôle des appareils de mesures, etc.
- les frais d'assurance,

- tout frais lié à l'élimination des déchets dans le respect des normes en vigueur,
- les frais liés aux mesures devant éventuellement être prises par le titulaire pour respecter les obligations du respect des règles de sécurité ou de confidentialité sur certains sites.

Demandes financières supplémentaires :

En aucun cas le titulaire ne pourra arguer d'erreurs, d'imprécisions ou contradictions au présent CCAP pour justifier une demande de supplément.

Les aléas survenant au cours du marché et n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure seront réputés être compris dans l'économie du marché.

8.2 Révision des prix

Périodicité de la révision des prix

Les prix de l'accord-cadre sont fermes de la date de début d'exécution du marché jusqu'au 25 février 2026. Ils sont ensuite révisables annuellement pour une date d'effet au 26 février selon la formule décrite ci-dessous.

Initiative de la révision des prix

La révision intervient sur proposition du titulaire produite au plus tard le 1^{er} février de chaque année.

Les documents contenant le détail du calcul de la révision et les nouveaux tarifs sont envoyés par le titulaire, pour validation, à la PFRA, à l'adresse : sgar-pfra@bfc.gouv.fr

En complément de sa proposition de prix révisés, le titulaire transmet les grilles tarifaires actualisées qui seront diffusées aux services bénéficiaires.

Formule de la révision des prix

$$P_n = P_{n0} \times (0,15 + 0,80 \text{ (ICHT-IMEn / ICHT-IMEn0)} + 0,05 \text{ (FSD « 1 »n / FSD « 1 »n0)}),$$
 où :

- P_n = Prix révisé pour la période annuelle n

- P_{n0} = prix initial indiqué à l'acte d'engagement et ses annexes financières réputés établis sur la base des conditions économiques du « mois zéro » soit le mois de remise des offres

- ICHT-IMEn = indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'industrie mécanique et électrique (naf rev. 2 postes 25-30 32-33) - (base 100 en dec. 2008) publié et définitif au 1^{er} janvier de l'année révisée, identifiant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

- ICHT-IMEn0 = indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'industrie mécanique et électrique (naf rev. 2 postes 25-30 32-33) - (base 100 en dec. 2008) publié et définitif au « mois zéro » soit le mois de remise des offres, identifiant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

- FSD1n = dernier indice des fournitures et services divers 1 publié et définitif au 1^{er} janvier de l'année révisée : <https://services.lemoniteur.fr/indices-index/331b16ff-ac70-4af2-9a4a-a4e380d369b6>

- FSD1n0 = dernier indice des fournitures et services divers 1 publié et définitif au « mois zéro » soit le mois de remise des offres : <https://services.lemoniteur.fr/indices-index/331b16ff-ac70-4af2-9a4a-a4e380d369b6>

Liquidation de la révision des prix

Le coefficient est arrondi au millième supérieur.

Après l'application du coefficient, les prix révisés sont arrondis à la 2^e décimale :

- Si la 3^e décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la 2^e décimale reste inchangée (arrondie par défaut) ;
- Si la 3^e décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la 2^e décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

Date d'entrée en vigueur de la révision des prix

Les nouveaux tarifs révisés s'appliquent à compter du 26 février de chaque année.

Au cas où la révision entraînerait une hausse supérieure à 5 % au cours d'une année d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur pourra le résilier sans indemnité, à l'expiration d'un délai de six mois, à partir du moment où le seuil de variation fixé a été atteint.

8.3 Avances

L'avance est accordée au titulaire dans les conditions prévues à l'article R.2191-17 du code de la commande publique.

8.4 Modalités financières

Modalités de facturation :

Le paiement est effectué selon les règles de la comptabilité publique, en euros et après la certification du service fait réalisé par le service bénéficiaire (facturation mensuelle à terme échu).

La facturation se fera sur la base de la décomposition demandée dans l'annexe financière et selon les modalités suivantes :

- Les prestations forfaitaires : 1/12^{ème} du forfait annuel sera facturé mensuellement à terme échu.
- Les prestations sur bon de commande : facturation de chaque prestation en une seule fois après service fait.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose aux fournisseurs.

La dématérialisation du traitement des factures permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement dans l'application comptable interministérielle Chorus.

Le titulaire utilise le portail Chorus Pro, accessible par internet, à l'URL suivante : <https://choruspro.gouv.fr>

- en déposant ses factures
- en saisissant en ligne ses factures sur le portail

Les modalités détaillées de mise en œuvre technique de la transmission des factures sont disponibles à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire peut consulter à cette même adresse l'état de prise en charge de ses factures.

Le support Chorus Factures peut être contacté à l'adresse :

<https://communautechoruspro.finances.gouv.fr/>

La personne publique accepte ou refuse la facture. Elle la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités imposées. Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par la personne publique.

Le comptable assignataire est désigné dans chaque bon de commande.

Le règlement est effectué sur le compte décrit à l'acte d'engagement, ouvert par le titulaire.

La demande de paiement portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la désignation des parties contractantes du marché (l'émetteur et le destinataire de la facture).
- numéro SIRET de l'émetteur
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- les références du marché (le numéro d'engagement juridique) et, éventuellement, de chacun des avenants
- le numéro de la facture
- les prestations effectuées,
- le prix total hors taxes,
- tous rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'opération et directement liés à cette opération
- le taux et le montant de la T.V.A
- le montant total, T.V.A. comprise, arrêté en toutes lettres,
- la date de livraison

Délai de paiement :

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai maximum de paiement, sur lequel l'acheteur s'engage, est de 30 jours, conformément au titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et son décret d'application n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit, et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement. Lorsque ces frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Le taux des intérêts moratoires, applicable pour le calcul de l'indemnisation complémentaire, est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Toutefois, si la personne publique est empêchée, du fait du titulaire, de procéder à une opération nécessaire audit paiement, ledit délai est suspendu pour une période égale au retard qui en a résulté.

La suspension du délai ne peut intervenir qu'une seule fois par facture et par l'envoi, par la personne signataire du marché, au titulaire, d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, lui faisant connaître les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Cette lettre indiquera qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement. La suspension débute le jour de réception par le titulaire de cette lettre recommandée. Elle prend fin au jour de la réception, par la personne signataire du marché, de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal envoyée par le titulaire, comportant la totalité des justifications qui lui ont été réclamées ainsi qu'un bordereau des pièces transmises.

Les règlements seront effectués par virement, au compte bancaire ou postal indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 9 DISPOSITIONS DIVERSES

9.1 Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font : par l'outil de messagerie de la plateforme des achats de l'état (PLACE).

9.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

9.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le sous-traitant est payé directement si son contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint au projet de décompte, la demande de paiement dudit sous-traitant libellée au nom du pouvoir adjudicateur, revêtue de son acceptation.

Cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur membre d'un groupement, la demande de paiement du sous-traitant, jointe au projet de décompte, doit être acceptée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance.

De plus dans le cas d'un groupement, si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit accepter également la demande de paiement du sous-traitant.

9.4 Assurances

Le titulaire prend les précautions nécessaires pour éviter les accidents à son personnel.

Le titulaire garantit les risques d'accidents professionnels liés à l'exécution des travaux qui pourraient se produire tant sur les lieux de travail que pendant les trajets et déplacements vers le site ou requis par ses prestations au titre des missions afférentes au marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance spécifique pour les locaux mis à sa disposition par le Pouvoir Adjudicateur. Cette police doit couvrir tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment accident, incendie, explosion, vol, dégâts des eaux, conséquence d'un défaut.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès du Pouvoir Adjudicateur, de tous dommages, dégâts, vols, accidents et autres sinistres causés par négligence, manquement dans l'exécution du contrat ou de toute autre cause pouvant lui être imputée.

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par le marché et ne se termine qu'à l'expiration de celui-ci.

Pour tout matériel confié au personnel du titulaire, l'entretien de routine et l'usage selon les règles de l'art et de la législation de sécurité restent sous la responsabilité du titulaire.

9.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

9.6 Transmissions des attestations fiscales et sociales

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessous devront être déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse : <http://www.e-attestations.fr>

Le titulaire atteste sur l'honneur que les prestations nécessaires à l'exécution du marché seront effectués par des salariés employés régulièrement au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur et particulièrement au regard des articles L.1221-10 et suivants, L.3243-1 et suivants et R.3243-3 et suivants du code du travail.

Le titulaire s'engage à communiquer à la personne publique, avant la notification de l'accord-cadre et, par la suite, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents visés à l'article D.8222-5 du code du travail à savoir :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au titulaire et datant de moins de six mois,
- une attestation sur l'honneur du titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers.

Lorsque l'immatriculation du titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis),
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.

Lorsque le titulaire emploie des salariés pour effectuer une prestation de services d'une durée supérieure à un mois, une attestation sur l'honneur établie par ce titulaire, à la date de signature du contrat, certifiant de la fourniture à ces salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R.3243-3, ou de documents équivalents.

Les documents et attestations énumérés ci-dessus doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

Quand le cocontractant emploie des salariés étrangers, il fournit :

- une liste nominative de ces salariés comportant la date d'embauche, la nationalité du salarié, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Quand le cocontractant établi à l'étranger détache des salariés sur le territoire national pour l'exécution de l'accord-cadre, il fournit :

- une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, comportant la date d'embauche, la nationalité du salarié, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas de recours à des sous-traitants, le titulaire s'engage à s'assurer que le sous-traitant auquel il a recours est régulièrement immatriculé, effectue ses déclarations sociales et

fiscales obligatoires et emploie régulièrement son personnel au regard de la législation du travail et de la sécurité sociale en vigueur. Le titulaire s'engage à produire pour ses sous-traitants les mêmes documents que ceux qu'il est tenu de communiquer à la personne publique et selon la même fréquence.

Dans l'hypothèse où il s'avérerait que le titulaire, bien qu'ayant produit les documents visés à l'article D.8222-5 du code du travail, a recours au travail dissimulé, la personne publique se réserve la possibilité de prononcer la résiliation du marché, sans avoir à verser une quelconque indemnité, et ce sous réserve que le recours au travail dissimulé soit avéré.

9.7 Résiliation

Le marché peut être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité dans les cas suivants :

En cas d'interruption de service du titulaire pendant plus de 48 heures sans accord préalable de la PFRA, celui-ci pourra faire assurer provisoirement par un tiers et à la charge du titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si la défaillance du titulaire se prolongeait pendant plus d'une semaine à compter de la mise en demeure, la PFRA pourrait de plein droit exiger la résiliation pure et simple du marché.

Dans les autres cas de résiliation, les dispositions du CCAG-FCS sont seules applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes de l'accord-cadre, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

9.8 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

9.9 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

9.10 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Dijon 22 Rue d'Assas, 21000 Dijon. <http://dijon.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 10 DÉROGATIONS

L'article 7.13 du CCAP déroge aux articles 13.3 et 14.1 du CCAG-FCS (dérogation et pénalités)

L'article 7.13.2 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS (seuil d'exonération des pénalités)